Halte aux expulsions vers l'Afghanistan !

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner,

Je vous écris pour vous faire part de mon désaccord profond avec la politique européenne et française concernant le traitement des personnes afghanes réfugiées sur le sol européen.

La situation en Afghanistan se dégrade. Plus de 11 000 personnes civiles ont été tuées ou blessées du fait du conflit entre les forces du gouvernement et d'autres groupes armés comme les talibans. La sécurité n'est assurée dans aucune région, y compris Kaboul, qui est même la zone la plus dangereuse pour les civils. Des enfants, des jeunes, des minorités ethniques et sexuelles et des enfants sont particulièrement exposées aux persécutions.

En dépit de l'intensification des violences, les pays européens et la France accélèrent les expulsions vers ce pays au péril de la vie de ces personnes. Le refoulement est formellement interdit par le droit international et la France a l'obligation de s'assurer que ces personnes ne sont pas renvoyées vers un pays dans lequel leur vie pourrait être en danger.

De même, la France renvoie régulièrement, dans le cadre du règlement Dublin, des personnes afghanes vers d'autres pays européens qui procèdent à des renvois forcés vers l'Afghanistan. La France les expose donc à un possible refoulement vers leur pays.

Je vous demande de :

- mettre un terme immédiat aux expulsions vers l'Afghanistan.

- ne procéder à aucun transfert de demandeurs d'asile vers un autre Etat européen s'il existe, au final, un risque de renvoi vers l'Afghanistan.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

NOM, PRENOM	VILLE – CODE POSTAL - COURRIEL*	SIGNATURE

*** en donnant votre adresse courriel vous acceptez de recevoir des informations de la part d'Amnesty International France. Si vous ne le souhaitez pas merci d'indiquer seulement votre ville et code postal.** Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations vous concernant.

Pétition à retourner avant le 1 mars 2018 à Amnesty International France, Campagne I Welcome, 72/76 Boulevard de la Villette. 75940 Paris Cedex 19 SF 17 C2 48